

7.1 Liste des servitudes d'utilité publique

Approbation du 04 décembre 2017

Plan Local d'Urbanisme de Buellas



Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour

LE MAIRE,

Approuvé le : 04 décembre 2017

Le dossier de PLU doit comporter en annexe :

- les SUP affectant l'utilisation du sol (article L. 151-43 du code de l'urbanisme) : joindre les actes juridiques qui les ont instituées et leurs annexes éventuelles,
- la liste des servitudes applicables comportant pour chaque servitude : sa dénomination, la référence et la date de l'acte juridique qui l'a instituée, le nom du service gestionnaire.

L'occupation et l'utilisation des sols sont affectées par les servitudes suivantes reportées sur le plan des servitudes et d'informations joint dans les annexes relevant des servitudes d'utilité publique, établi par les services de la Direction Départementale des Territoires.

SERVITUDE AC1 DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES CLASSES OU INSCRITS

Votre commune est concernée par un monument historique : l'église

Vous trouverez en annexes relevant des servitudes d'utilité publique, le courrier du STAP (UDAP), l'arrêté d'inscription de ce monument historique dont le périmètre de protection est également reporté sur le [plan des servitudes et informations](#) joint.

Ces protections constituent des servitudes d'utilité publique dont la gestion est assurée par l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP), service territorial de la DRAC.

En conséquence :

- Un **monument historique classé** ne peut faire l'objet de travaux de restauration, de démolition ou de modification quelconques sans autorisation de l'administration.
- Aucune modification d'un monument historique inscrit ne peut être effectuée sans avoir 4 mois à l'avance avisé le service gestionnaire et indiqué les travaux envisagés (article L621-27 du code du patrimoine)
- La protection des abords des monuments historiques inscrits ou classés (secteur de 500 m de rayon ou autre) est régie par :
 - le code du patrimoine (articles L621-30-1 ; L621-31 ; L621-32) pour toutes les modifications de l'aspect extérieur des immeubles, les constructions neuves, les interventions sur les espaces extérieurs,
 - le code de l'environnement (article R581-16) et la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 pour la publicité et les enseignes,

Service gestionnaire

Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône-Alpes (DRAC)

6 quai St Vincent

69 001 LYON

localement : Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Ain

23 rue Bourgmayer

01 000 BOURG-EN-BRESSE

- Le périmètre de protection fait l'objet d'une modification dans le cadre d'une procédure de périmètre délimité des abords (voir le courrier du STAP, nouvellement UDAP)

SERVITUDE EL7 RELATIVE A L'ALIGNEMENT DES VOIES PUBLIQUES

Articles L. 112-1 à L. 112-8, L. 123-6, L. 123-7, L. 131-4, L. 131-6, L. 141-3, R.112-1 à R.112-3, R. 123-3, R. 123-4, R. 131-3 à R. 131-8 et R. 141-4 à R. 141-10 du code de la voirie routière.

Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non-bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs, les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

Un alignement est institué par délibération (commune, département ...) après enquête publique.

Le respect du parallélisme des formes est un principe général du droit qui s'applique sauf si les dispositions propres à la procédure concernée prévoient le contraire.

En conséquence, un alignement ne pourra être levé qu'après une nouvelle délibération de l'autorité administrative suite à enquête publique.

L'enquête publique à intervenir avant approbation du projet de PLU peut être utilisée pour également annoncer la levée de l'alignement.

Dès lors qu'il existe un PLU opposable aux tiers, les dispositions du plan d'alignement, comme pour toute servitude, ne sont elles-mêmes applicables aux tiers que si elles ont été reportées au PLU, dans l'annexe "servitudes". Dans le cas contraire, le plan d'alignement est inopposable (et non pas caduc) et peut être modifié par la commune selon la procédure qui lui est propre.

En conséquence, dans le cas où votre commune serait concernée par un plan d'alignement et si ce dernier n'était pas retenu lors de l'étude du PLU, il faudra faire procéder à sa levée par le service gestionnaire de la voie.

SERVITUDE I3 RELATIVE AU TRANSPORT DE GAZ NATUREL

Votre commune est concernée par la canalisation Bourg-en-Bresse – Crèche-sur-Saône de diamètre 80 mm avec une PMS de 67,7 bar.

Vous trouverez en annexes relevant des servitudes d'utilité publique, les éléments transmis par GRTgaz ainsi que le rapport de la DREAL comprenant la fiche "GAZ NATUREL".

Cette canalisation est reportée sur le [plan des servitudes et informations](#) joint.

Service gestionnaire

GRTgaz Région Rhône-Méditerranée

Département Compétence RéseauÉquipe Régionale Travaux Tiers Évolution des Territoires

33 rue Pétrequin – BP 6407

69 413 LYON CEDEX 06

- Courrier et carte de GRTGAZ du 15/07/2015
- Rapport de la DREAL
- Courrier de GRTGAZ du 23/12/2016
- Courrier du préfet du 05/12/2016 (arrêté du 14/11/2016 et carte annexée)

SERVITUDE I4 AU VOISINAGE D'UNE LIGNE ELECTRIQUE AERIENNE OU SOUTERRAINE

Votre commune est concernée par les ouvrages suivants :

Ouvrages HTB (haute et très haute tension)	Dates DUP
Ligne aérienne 63kV FLEYRIAT – POLIAT 1	

Vous trouverez en annexes relevant des servitudes d'utilité publique, le courrier des recommandations adressé par le service RTE.

L'implantation de ces ouvrages est repérée sur le **plan des servitudes et informations** joint.

Service gestionnaire

Réseau de Transport d'Électricité (RTE)

Transport d'Électricité Rhône-Alpes Auvergne

Centre Développement et Ingénierie – Service Concertation Environnement Tiers (SCET)

5 rue des Cuirassiers

TSA 61002

69 501 LYON CEDEX 03

Le service gestionnaire demande à être consulté :

- pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis,
- pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 V, afin de vérifier la conformité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté technique interministériel du 2 avril 1991.

SERVITUDE PT3 RELATIVE AUX RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS

Sur le territoire communal, la présence éventuelle de servitudes PT3 n'est pas établie en raison de la difficulté que représente le recensement du nombre d'opérateurs potentiels suite à la perte de l'exclusivité du service par le gestionnaire historique France Telecom.

LES PIECES ANNEXES DE LA LISTE DES SUP

- **Servitude AC1 de protection des monuments historiques classés ou inscrits :**
 - l'arrêté ministériel du 9 juillet 1926 inscrivant sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, l'église de Buellas,
 - le courrier du STAP (UDAP) du 9 juin 2015

- **Servitude EL7 relative à l'alignement des voies publiques**

- **Servitude I3 relative au transport de gaz naturel**
 - les éléments transmis par GRTgaz en date du 15/07/2015,
 - le rapport de la DREAL comprenant la fiche "GAZ NATUREL",
 - le courrier de GRTGAZ du 23/12/2016,
 - le courrier du préfet du 05/12/2016 (arrêté du 14/11/2016 et carte annexée).

- **Servitude I4 au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine**
 - le courrier des recommandations adressé par le service RTE.

- **Servitude PT3 relative aux réseaux de télécommunications**